

Rapport de gestion

Le 9 août 2012

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats opérationnels et à la situation financière de Yellow Média inc. (ou la Société) et de ses filiales pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes de la période close le 30 juin 2012. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les informations supplémentaires figurent à la section « Rapports financiers » du site Web de la Société, à l'adresse www.ypg.com. Pour obtenir de plus amples renseignements, notamment notre notice annuelle, veuillez visiter le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société » et « GPJ » désignent Yellow Média inc. et ses filiales (notamment Groupe Pages Jaunes Cie., Canpages Inc., Wall2Wall Media Inc. (« Wall2Wall »), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Group, LLC, [ces deux derniers étant collectivement appelés YPG (États-Unis)]). Après la conclusion de la vente de la Société Trader en juillet 2011, la direction a réévalué ses secteurs opérationnels et en est venue à la conclusion que le secteur Annuaire, qui se rapporte à nos activités liées aux annuaires imprimés et en ligne ainsi qu'à nos solutions marketing de performance et aux publications sur l'immobilier, est le seul secteur opérationnel de la Société.

Information prospective

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement. Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats opérationnels et des activités de GPJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons supposé que nous réussirons à poursuivre la mise en œuvre de notre plan d'affaires, que nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés, que nos produits et services seront en forte demande dans les secteurs dans lesquels nous les vendons, soit les secteurs des annuaires, des médias numériques et de la publicité, que la baisse des produits tirés des médias imprimés ne s'accroîtra pas au-delà de ce qui est actuellement prévu, que la croissance des produits en ligne ne sera pas plus lente que ce qui est actuellement prévu et que la conjoncture économique ne se détériorera pas au-delà des niveaux prévus. L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables, éventuellement employés au futur ou au conditionnel. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement opérationnel à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer considérablement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives, y compris les facteurs mentionnés aux rubriques de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 intitulées « Concurrence », « Diminution des produits tirés des médias imprimés », « La disponibilité du capital est tributaire du rendement opérationnel futur des activités de la Société et de sa capacité à refinancer sa dette », « L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à sa santé financière et les efforts de la Société en vue de refinancer ou de réduire sa dette pourraient être infructueux », « Il n'est pas prévu que des dividendes soient versés à l'égard de nos actions ordinaires et de nos actions privilégiées dans un avenir prévisible », « Fluctuation des taux d'intérêt », « Cotisations aux régimes de retraite », « Dépendance de GPJ à l'égard de l'impartition pour la facturation, le recouvrement, l'impression, la reliure et d'autres services », « Dépendance envers les marques de produits et marques de commerce clés et incapacité de protéger les droits de propriété intellectuelle », « Relations de travail », « Questions d'ordre fiscal », « Pertes de valeur », « Récentes acquisitions d'entreprises », « Progrès dans les technologies des communications », « Dépendance envers le personnel clé », « Prix », « Récession prolongée dans les marchés principaux », « Clauses restrictives relativement à la dette de la Société », « Ventes d'annonces à des comptes nationaux », « Dépendances envers les moteurs de recherche et les portails », « Dépendance envers la technologie », « Réglementation » et « Conformité aux règles environnementales » de la rubrique « Risques et incertitudes ». D'autres risques et incertitudes dont la direction n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle ne juge pas importants pour l'instant pourraient également avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière ou le rendement de la Société. En outre, il pourrait y avoir des risques additionnels associés à la restructuration du capital proposée qui a été annoncée le 23 juillet 2012 (la « restructuration du capital proposée »). Bien que les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion soient fondées sur des hypothèses que la direction de la Société estime raisonnables, la Société ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels seront conformes aux déclarations prospectives et avise les lecteurs qu'il ne faut pas s'y fier indûment. Ces déclarations prospectives sont présentées à la date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)

Nous faisons état de notre BAIIA (bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales). Le BAIIA n'est pas une mesure du rendement définie par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice opérationnel (de la perte opérationnelle) ou du bénéfice net (de la perte nette) pour mesurer le rendement de GPJ. La définition du BAIIA n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, des dépenses d'investissement, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, éléments qui sont présentés à la page 16 de ce rapport de gestion.

Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies (bénéfice ajusté)

Le bénéfice ajusté est une mesure non définie par les IFRS. Il se définit comme le bénéfice net (la perte nette) lié(e) aux activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles attribuables aux actionnaires, les charges financières hors trésorerie, l'impôt sur le résultat et les éléments non récurrents, comme les frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital, la dépréciation du goodwill, les frais de restructuration et charges spéciales, le profit sur placement et la dépréciation de la participation dans une entreprise associée. Le bénéfice ajusté se définit comme un indicateur du rendement financier. Il ne doit pas être considéré comme une mesure de la liquidité ni comme substitut des mesures comparables établies conformément aux IFRS. Le bénéfice ajusté est utilisé par les investisseurs, la direction et d'autres parties prenantes pour évaluer le rendement continu de GPJ. Le bénéfice ajusté peut différer de calculs similaires présentés par d'autres entreprises et ne devrait pas être considéré comme une mesure comparable. Pour un rapprochement avec les IFRS, veuillez vous reporter à la section 4, « Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies », du présent rapport de gestion.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur du rendement financier. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les flux de trésorerie disponibles s'entendent des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles provenant des activités poursuivies, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement.

Dividendes par action ordinaire

Nous présentons les dividendes par action ordinaire, parce qu'il s'agit d'une mesure du rendement utilisée par les investisseurs. Le 28 septembre 2011, la Société a annoncé l'élimination des dividendes sur ses actions ordinaires. Se reporter à la section 4, « Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies », du présent rapport de gestion.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies
5. Perspectives
6. Hypothèses critiques
7. Risques et incertitudes
8. Contrôles et procédures

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats

Yellow Média inc. est un chef de file du secteur du numérique qui offre des solutions médias et marketing aux petites et aux moyennes entreprises (PME) partout au Canada. Grâce à Mediative, fournisseur de publicité numérique et de solutions marketing à l'intention des agences et des annonceurs à l'échelle nationale, Yellow Média inc. est aussi un chef de file au pays dans le domaine de la publicité numérique. Pour consulter l'information sur nos activités, notre mission, notre stratégie et notre capacité à produire des résultats, se reporter aux sections correspondantes du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre rendement financier pour le deuxième trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de 2011. Il convient de noter qu'afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement, nous avons recours à plusieurs mesures, dont certaines ne sont pas reconnues par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 2 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants dont il faut tenir compte lors de l'analyse de notre rendement.

Rendement global

- Les produits ont diminué de 56,3 M\$, ou 16,4 %, par rapport au deuxième trimestre de 2011, pour atteindre 286,5 M\$. Si l'on exclut les résultats de Canpages, LesPAC et YPG (États-Unis), les produits ont diminué de 13,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA) a diminué de 31,2 M\$, ou 17,7 %, par rapport au deuxième trimestre de 2011, pour se chiffrer à 145,2 M\$. Si l'on exclut les résultats de Canpages, LesPAC et YPG (États-Unis), le BAIIA a diminué de 18,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Faits saillants^{1,2,3}

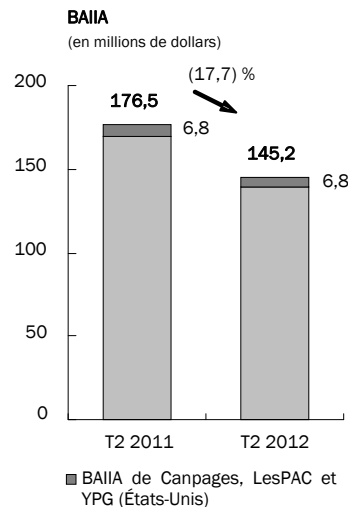
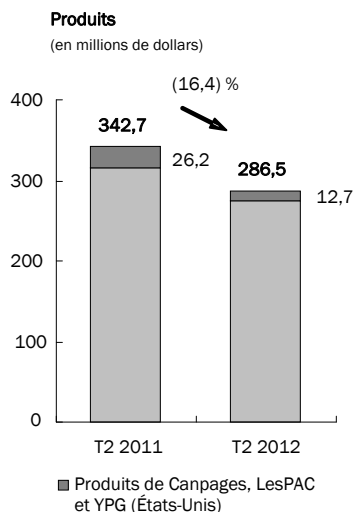
(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Produits	286 484 \$	342 738 \$
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	145 244 \$	176 476 \$
Bénéfice net (perte nette)	67 694 \$	(14 250) \$
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires		
Lié(e) aux activités poursuivies	0,12 \$	(0,05) \$
Total	0,12 \$	(0,05) \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies	104 777 \$	87 923 \$
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies ³	96 232 \$	68 990 \$

¹ Le 25 mars 2011, Yellow Média inc. a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de la Société Trader. Par conséquent, les résultats du secteur Médias verticaux sont présentés à titre d'activités abandonnées. La transaction a été conclue le 28 juillet 2011.

² Nous avons également cédé LesPAC le 14 novembre 2011. Par conséquent, les résultats de LesPAC sont inclus dans les données de 2011 jusqu'à la date de son désinvestissement.

³ Se reporter à la section 4 pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies.



Rendement par rapport à la stratégie de l'entreprise

Mettre en œuvre notre stratégie de vente Solution 360° Pages Jaunes

Solution 360° Pages Jaunes constitue une proposition de valeur unique et un élément clé de notre transformation numérique. Il s'agit d'une gamme complète de produits et services ainsi que d'un outil de soutien au marketing qui répond aux besoins de nos annonceurs en matière de solutions marketing de performance locales. Elle permet aux annonceurs d'obtenir une visibilité grâce aux produits en ligne, mobiles et imprimés, ainsi qu'un accès à divers services, comme le développement de sites Web, le marketing par moteur de recherche, l'optimisation des moteurs de recherche et Pages Jaunes Analytique. Au 30 juin 2012, la pénétration de notre Solution 360°, que nous définissons comme l'abonnement à au moins trois catégories de produits, s'est établie à 11,2 % au sein de notre clientèle d'annonceurs, comparativement à 2,9 % à la fin de la période correspondante de l'exercice précédent et à une cible de 10 % pour 2012. En outre, nous sommes devenus l'un des principaux fournisseurs de sites Web du Canada avec environ 13 000 sites web vendus à des PME au cours des douze derniers mois, comparativement à environ 6 000 sites web vendus à la fin de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits et services mobiles sont toujours une importante composante de Solution 360° Pages Jaunes. Au 30 juin 2012, plus de 16 800 PME étaient abonnées aux produits mobiles de la Société, ce qui représente environ 29 700 unités mobiles.

Fournir une valeur supérieure à nos clients

Notre objectif premier consiste à répondre aux besoins de nos annonceurs de façon à leur permettre de gérer leurs affaires et d'en assurer l'expansion. En 2012, nous avons l'intention de continuer de nous affairer à leur fournir une proposition de valeur supérieure en élargissant notre portefeuille de produits afin de répondre aux besoins des gros annonceurs, en augmentant le nombre d'occasions d'affaires numériques pour les annonceurs et en démontrant notre valeur grâce à Pages Jaunes Analytique.

Au cours du deuxième trimestre de 2012, nous avons continué de mettre l'accent sur la gestion stratégique des comptes de nos plus importants clients dans tout le pays, grâce au processus de gestion des comptes que nous identifions comme hautement prioritaires. Le processus de gestion des comptes que nous identifions comme hautement prioritaires, qui a été amorcé au premier trimestre de 2012, a pour but d'atténuer le risque de diminution des produits et d'optimiser la croissance des produits provenant des gros annonceurs grâce à un modèle de service distinct. Une méthode complète d'établissement de profils a été mise en œuvre afin d'orienter l'évaluation des besoins et des occasions associés aux comptes. L'établissement de profils comprend une étude des résultats, des audits de sites Web et du classement concurrentiel de Pages Jaunes Analytique, une estimation sur le marketing par moteur de recherche ainsi qu'une étude sur les médias sociaux et Google Adresses. Une fois terminé l'établissement des profils, le représentant des ventes, le directeur commercial et le conseiller en marketing de performance déterminent la stratégie de vente à adopter.

Également au cours du trimestre, nous avons continué d'élargir notre groupe de vente Platine dans nos régions des ventes du Centre et de l'Est. Notre groupe de vente Platine s'adresse aux gros annonceurs. Au début de 2012, notre groupe de vente Platine comprenait huit directeurs commerciaux et nous prévoyons qu'il en comprendra au moins 30 à la fin de 2012 (y compris les directeurs principaux Platine, qui superviseront les directeurs commerciaux et les directeurs commerciaux dédiés aux comptes que nous identifions comme hautement prioritaires). Parallèlement, nous avons augmenté l'effectif de l'équipe du service de soutien consacré au processus de gestion des comptes que nous identifions comme hautement prioritaires, laquelle est responsable de la gestion des services d'exécution des commandes et de présentation d'information, ainsi que du service après-vente pour ces gros annonceurs. Cette équipe spécialisée se composera d'un groupe interfonctionnel responsable du soutien aux ventes, de la production, de la gestion du contenu, de la conception graphique, de l'assurance-qualité, de la communication des résultats et du service à la clientèle.

Être à la tête de la transformation de notre secteur d'activité

Nous avons entrepris une profonde transformation de notre société, abandonnant un modèle axé sur les annuaires imprimés pour adopter celui d'un fournisseur chef de file de médias de performance et de solutions marketing.

Expérience en ligne – Le réseau de sites de GPJ a atteint plus de 8,8 millions de visiteurs uniques non dupliqués au deuxième trimestre de 2012, soit 32 % de la population en ligne au Canada, comparativement à environ 8,3 millions de visiteurs, soit environ 33 % de la population en ligne, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Nous continuons de mettre l'accent sur l'amélioration de l'expérience des utilisateurs sur nos médias en ligne. Au deuxième trimestre de 2012, nous avons lancé le site Web Canpages.ca, dont la présentation a été remaniée et qui propose une toute nouvelle expérience utilisateur fondée sur le concept « Autour de moi ». Le concept « Autour de moi » est axé sur l'emplacement géographique et les besoins de base de l'utilisateur, dans le contexte d'une recherche locale. Dorénavant, les consommateurs bénéficieront d'une expérience de recherche en fonction de la distance qui leur fera économiser temps et argent lorsqu'ils magasinent localement, et les annonceurs obtiendront une plus grande visibilité sur le site Canpages.ca. De même, les annonceurs tireront parti d'un éventail élargi de produits grâce à la Solution 360° de Groupe Pages Jaunes.

YellowAPI.com – Au cours du deuxième trimestre de 2012, nous avons atteint un nombre de 2 000 inscriptions de développeurs à la plateforme. Ces développeurs travaillent à la création de nouvelles applications numériques au moyen de la banque de données de GPJ. L'une des nouvelles applications offertes par YellowAPI.com est particulièrement notable. Il s'agit de Wikitude (wikitude.com), une pionnière et l'une des principales innovations en matière de services mobiles géolocalisés et d'expériences de réalité augmentée pour les téléphones intelligents et les tablettes. Depuis son lancement vers la fin de 2010, YellowAPI.com symbolise le leadership numérique de GPJ et elle a gagné la reconnaissance du secteur et joue un rôle clé dans la communauté des développeurs canadiens, notamment en soutenant des organisations telles que HackDays (hackdays.ca), qui réunit des développeurs innovateurs de partout au Canada.

Services de recherche mobile – Notre transformation est axée sur l'amélioration continue de l'expérience et de l'engagement des utilisateurs des services de recherche mobile afin de procurer une valeur ajoutée à nos annonceurs. Nos applications de recherche mobile ont été téléchargées 4,3¹ millions de fois, comparativement à 2,2 millions de fois à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre, nous avons amélioré l'application mobile ShopWise, qui a été lancée au dernier trimestre de 2011 et est maintenant disponible sur toutes les plateformes majeures pour les téléphones intelligents. ShopWise utilise la géolocalisation pour repérer, près d'un emplacement donné, les aubaines les plus populaires sur les produits et services. Cette application de magasinage est un complément à d'autres applications mobiles du réseau de GPJ, lesquelles constituent un important moteur de la transformation numérique en cours de la Société. ShopWise est maintenant offerte également en français aux résidents de la province de Québec.

Mediative – Mediative est une entreprise de marketing numérique qui fournit des services de performance et un accès aux plateformes médiatiques pour les sociétés nationales. Mediative a une riche expérience dans le développement de solutions de marketing uniques et innovantes en adoptant une approche consultative. Mediative reçoit environ 15 millions de visiteurs uniques par mois. Mediative apparie les annonceurs et les sites Web liés à des marques de première qualité en ligne.

À mesure que notre secteur continue d'évoluer et de s'adapter à la nouvelle réalité du numérique, notre objectif consistera à continuer d'offrir une proposition de valeur convaincante pour favoriser la réussite de nos annonceurs actuels et futurs dans l'univers numérique.

¹ Total cumulé des téléchargements de toutes les sources où les applications de GPJ sont disponibles.

Résultats opérationnels et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Produits	286 484 \$	342 738 \$	575 557 \$	692 110 \$
Coûts opérationnels	141 240	166 262	284 296	325 599
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales	145 244	176 476	291 261	366 511
Amortissements	24 220	47 735	54 301	100 103
Dépréciation du goodwill	–	–	2 967 847	–
Frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital	5 487	6 233	5 487	7 036
Frais de restructuration et charges spéciales	–	11 888	–	11 888
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	115 537	110 620	(2 736 374)	247 484
Charges financières, montant net	35 496	37 484	67 621	84 626
Bénéfice (perte) avant dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2, impôt sur le résultat et dépréciation des participations dans des entreprises associées et (bénéfices) pertes lié(e)s à celles-ci	80 041	73 136	(2 803 995)	162 858
Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2	4 563	4 947	9 126	10 079
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et dépréciation des participations dans des entreprises associées et (bénéfices) pertes lié(e)s à celles-ci	75 478	68 189	(2 813 121)	152 779
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	7 885	34 751	(9 850)	41 352
Dépréciation de la participation dans une entreprise associée (déduction faite de l'impôt sur le résultat)	–	50 271	–	50 271
(Bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées	(101)	3 865	(1 713)	11 401
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	67 694	(20 698)	(2 801 558)	49 755
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt sur le résultat	–	6 448	–	(98 594)
Bénéfice net (perte nette)	67 694 \$	(14 250) \$	(2 801 558) \$	(48 839) \$
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires				
Lié(e) aux activités poursuivies	0,12 \$	(0,05) \$	(5,49) \$	0,08 \$
Total	0,12 \$	(0,05) \$	(5,49) \$	(0,12) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires				
Lié(e) aux activités poursuivies	0,09 \$	(0,05) \$	(5,49) \$	0,07 \$
Total	0,09 \$	(0,05) \$	(5,49) \$	(0,11) \$
Total de l'actif			2 334 080 \$	9 012 224 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)			1 801 118 \$	2 282 391 \$
Instruments convertibles			185 323 \$	183 148 \$
Actions privilégiées de séries 1 et 2 (y compris la tranche à court terme)			399 789 \$	416 700 \$

Analyse des résultats opérationnels et financiers consolidés

Les comptes consolidés de résultat de Yellow Média inc. présentent les résultats du secteur Annuaire jusqu'au poste intitulé « Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies » étant donné que les résultats des activités de Trader dans les médias imprimés et en ligne pour les secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant sont présentés à titre d'activités abandonnées.

Produits

Au cours du deuxième trimestre de 2012, les produits ont diminué pour se chiffrer à 286,5 M\$, contre 342,7 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent et, au cours du semestre clos le 30 juin 2012, ils ont diminué pour se chiffrer à 575,6 M\$, contre 692,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base comparable, les produits ont diminué de 13,5 % au cours du deuxième trimestre. La diminution des produits au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012 est imputable à la baisse des produits provenant des médias imprimés, en particulier au sein des marchés urbains, où les produits ont connu un recul beaucoup plus important qu'au sein des marchés ruraux. Au 30 juin 2012, le nombre d'annonceurs, à l'exclusion de Canpages, s'établissait à 326 000, comparativement à 354 000 au 30 juin 2011, ce qui correspond à une baisse de 8 %. Les renouvellements de la part des annonceurs ont légèrement reculé, s'établissant à 87 % au 30 juin 2012, comparativement à 88 % au 30 juin 2011. Au cours des douze derniers mois, GPJ a attiré environ 20 000 nouveaux annonceurs. Les produits moyens par annonceur ont diminué pour s'établir à 3 300 \$ au deuxième trimestre de 2012, contre 3 500 \$ à la période correspondante de 2011. La diminution des produits moyens par annonceur découle de la pression qu'exerce sur les produits tirés des médias imprimés la diminution des dépenses de publicité de nos gros annonceurs, et nous devons ajuster notre portefeuille de produits et de services numériques afin de répondre à leurs besoins en matière de publicité. Au 30 juin 2012, nos unités génératrices de produits¹ par annonceur ont augmenté pour s'établir à 1,71, comparativement à 1,69 pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au 30 juin 2012, excluant Canpages, la proportion d'annonceurs ayant choisi d'annoncer à la fois dans les annuaires imprimés et en ligne était de 62 % pour tout le Canada, contre 65 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. À la fin du deuxième trimestre de 2012, le nombre d'annonceurs recourant exclusivement aux médias en ligne s'est établi à environ 16 500, comparativement à environ 10 000 au 30 juin 2011.

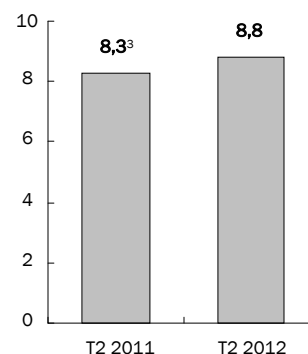
Les produits tirés des activités en ligne se sont élevés à 89,7 M\$ au deuxième trimestre de 2012, soit une croissance de 4,4 %. Si l'on exclut l'incidence des activités de Canpages, du désinvestissement de LesPAC et YPG (États-Unis), les produits tirés des activités en ligne ont augmenté de 11 % au cours du deuxième trimestre de 2012, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Notre réseau de sites Web a attiré en moyenne 8,8 millions de visiteurs uniques non dupliqués² au cours du deuxième trimestre de 2012, ce qui représente 32 %² des internautes au Canada.

La croissance des produits tirés des activités en ligne ne devrait pas compenser le repli des résultats de nos produits imprimés traditionnels à court terme. Par conséquent, nous continuons à nous concentrer sur l'amélioration du positionnement de nos plateformes en investissant dans le lancement de nouveaux produits à l'intention de nos gros annonceurs, en mettant en œuvre notre stratégie liée à la Solution 360° Pages Jaunes et en optimisant la couverture de notre marché.

BAIIA

Le BAIIA a diminué de 31,2 M\$ pour s'établir à 145,2 M\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à 176,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et il a diminué pour s'établir à 291,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 366,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que nos nouveaux produits de placement dégagent des marges semblables à celles qu'obtiennent nos produits imprimés sur nos marchés locaux, la baisse des produits tirés des médias imprimés a entraîné la baisse du BAIIA consolidé, puisque nos nouveaux produits en ligne ne compensent pas la perte de produits tirés des médias imprimés. Notre marge sur BAIIA pour le deuxième trimestre de 2012 s'est établie à 50,7 %, comparativement à 51,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, et elle s'est établie à 50,6 % pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 53 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Utilisation des annuaires en ligne
(en millions)



³ Excluant LesPAC

¹ Les unités génératrices de produits déterminent le nombre de groupes de produits choisis par les annonceurs.

² Source : comScore Media Metrix Canada.

Le coût des produits vendus a diminué de 6,5 M\$ pour s'établir à 89,4 M\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à 95,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et il a diminué pour s'établir à 174,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 193,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 découle essentiellement de la diminution des coûts de fabrication et de distribution associée à la baisse des produits tirés des produits imprimés. Nous avons également engagé des coûts des produits vendus moins élevés à l'égard de Canpages étant donné la migration de cette entreprise au sein de GPJ. Au cours du mois de juin 2012, nous avons imprimé notre dernier annuaire sous la marque Canpages.

Au deuxième trimestre de 2012, la marge brute a diminué pour s'établir à 68,8 %, comparativement à 72 % à la période correspondante de l'exercice précédent et, pour le semestre clos le 30 juin 2012, elle a diminué pour s'établir à 69,7 %, comparativement à 72,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la diminution des produits tirés des médias imprimés et par des marges plus faibles en ce qui a trait à notre division Mediative, étant donné les commissions élevées aux éditeurs associées à ce modèle d'affaires.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 18,6 M\$ pour s'établir à 51,9 M\$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 70,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ils ont diminué de 22,1 M\$ pour s'établir à 110,2 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, essentiellement en raison de la diminution des créances irrécouvrables. Ces résultats améliorés découlent des efforts de recouvrement supplémentaires déployés, particulièrement dans l'Ouest canadien où nous avons constaté le plus grand nombre d'améliorations. De plus, nous avons engagé des coûts excédentaires liés à la conversion et à la création d'une nouvelle image de la marque de 2 M\$ et de 6 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, respectivement. La migration de Canpages au sein de GPJ a également contribué à réduire les coûts de 3,7 M\$ et de 6 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, respectivement.

Amortissements

Les amortissements ont diminué, passant de 47,7 M\$ à 24,2 M\$ au deuxième trimestre de 2012 et de 100,1 M\$ à 54,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages en 2010. Ces immobilisations incorporelles ont donné lieu à une charge d'amortissement plus élevée en 2011.

Dépréciation du goodwill

Au cours du premier trimestre de 2012, la direction a conclu qu'il existait des indicateurs de dépréciation des actifs de la Société nécessitant un test de dépréciation. Par suite de ce test, nous avons comptabilisé une charge de 2,968 G\$ relativement à la dépréciation du goodwill. La charge pour perte de valeur n'a pas eu d'incidence sur les activités de la Société, ses liquidités, ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, ses ententes conclues avec des banques, ni ses actes relatifs aux billets.

Frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2012, nous avons engagé des frais de 5,5 M\$ dans le cadre de la restructuration du capital proposée. Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion. Nous avons engagé des frais de 6,2 M\$ et de 7 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, respectivement, relativement aux acquisitions effectuées en 2010.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 2 M\$ pour s'établir à 35,5 M\$ au deuxième trimestre de 2012 et elles ont diminué de 17 M\$ pour s'établir à 67,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 84,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 s'explique surtout par une charge liée aux dérivés engagée en 2011 dans le cadre du règlement d'un swap sur rendement total et par la radiation connexe des coûts de financement différés. La diminution s'explique également par la baisse du niveau d'endettement découlant des activités de rachat de billets à moyen terme et du remboursement de la tranche non renouvelable des facilités de crédit et du papier commercial en 2011, contrebalancés par la hausse des taux d'intérêt en 2012 et par un profit à l'achat d'instruments d'emprunt au cours du deuxième trimestre de 2011. L'incidence positive de la diminution des niveaux d'endettement sur la charge d'intérêts a été en partie contrebalancée par la hausse des coûts d'emprunt découlant de l'abaissement de notre cote de solvabilité ainsi que par une charge à la réévaluation de la contrepartie différée. Au 30 juin 2012, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'est établi à 6,2 %, comparativement à 5,2 % au 30 juin 2011.

Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2

Les dividendes sur les deux séries d'actions privilégiées rachetables se sont élevés à 4,6 M\$ au cours du deuxième trimestre, comparativement à 4,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et à 9,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 10,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 découle de la diminution du nombre d'actions privilégiées découlant de rachats d'actions dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités en 2011.

Comme nous l'annonçons le 9 février 2012, la Société a interrompu le paiement de dividendes sur les actions privilégiées de séries 1 et 2. En raison de la nature des instruments sous-jacents, la Société continuera de comptabiliser les dividendes impayés sur les actions privilégiées de séries 1 et 2. Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,3 % et à 27,9 % pour le trimestre et le semestre clos les 30 juin 2012 et 2011, respectivement. La Société a comptabilisé une charge d'impôt de 10,4 % et de 51 % sur les bénéfices pour les trimestres clos les 30 juin 2012 et 2011, respectivement. Au deuxième trimestre de 2012, un actif d'impôt différé a été constaté en raison d'une restructuration de la Société et un passif d'impôt différé additionnel a été comptabilisé en raison de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi de la province d'Ontario. La Société a comptabilisé une économie de 0,3 % au titre de la perte et une charge d'impôt de 27,1 % sur les bénéfices pour les semestres clos les 30 juin 2012 et 2011, respectivement. L'augmentation pour 2011 découle du fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La dépréciation du goodwill comptabilisée au premier trimestre de 2012 n'est pas entièrement déductible aux fins de l'impôt.

Dépréciation de la participation dans une entreprise associée

Au cours du deuxième trimestre de 2011, Ziplocal était en défaut à l'égard de ses dettes et avait entrepris d'importantes initiatives de restructuration. Par conséquent, Yellow Média inc. a déterminé que sa participation dans Ziplocal LP (« Ziplocal ») avait subi une perte de valeur et a, par conséquent, comptabilisé une perte nette de 50,3 M\$ afin de ramener à néant sa participation nette dans Ziplocal.

(Bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées

Au deuxième trimestre de 2012, nous avons comptabilisé un bénéfice lié à notre participation dans 411.ca, lequel s'élève à 0,1 M\$, et un bénéfice de 1,7 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012. Au deuxième trimestre de 2011, nous avons comptabilisé notre quote-part des pertes liées à nos participations dans Ziplocal, 411.ca et Acquisio, laquelle s'élevait à 3,9 M\$, et à 11,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011. Aucune quote-part des pertes liées à notre participation dans Ziplocal n'a été comptabilisée en 2012, car cette participation a été radiée au deuxième trimestre de 2011, tel qu'il est expliqué ci-dessus. Depuis le 1^{er} janvier 2012, nous ne comptabilisons plus notre participation dans Acquisio selon la méthode de la mise en équivalence, et nous avons comptabilisé un profit de 2,1 M\$ au premier trimestre de 2012 par suite de la réévaluation de cette participation. Les (bénéfices) pertes lié(e)s aux participations dans des entreprises associées comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles relatif à ces placements en titres de capitaux propres.

Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées

Le 25 mars 2011, Yellow Média inc. a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de la Société Trader. La transaction a été conclue le 28 juillet 2011. Les entreprises des secteurs de l'immobilier, de l'emploi et LesPAC.com ne faisaient pas partie du désinvestissement. Nous avons donc reclassé les résultats des médias verticaux des secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant dans les activités abandonnées.

Les résultats des activités abandonnées liées aux activités des secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant comprennent des produits de 67,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et de 128,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011.

Le BAIIA lié aux activités des secteurs de l'automobile et des articles d'usage courant s'est établi à 14,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011 et à 30,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011. Le bénéfice net lié aux activités abandonnées s'est élevé à 6,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et une perte de 98,6 M\$ a été comptabilisée pour le semestre clos le 30 juin 2011. Ces montants comprennent une perte à la cession de 3,4 M\$ et de 109,1 M\$ (déduction faite de l'impôt sur le résultat) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, respectivement, ce qui représente la différence entre la juste valeur, déduction faite des coûts liés à la vente, et la valeur comptable de l'actif net vendu.

Bénéfice net (perte nette)

Au deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 67,7 M\$, contre une perte de 14,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011, et il a diminué pour s'établir à une perte de 2 801,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, contre une perte de 48,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre s'explique par le fait qu'aucune participation dans des entreprises associées n'a subi de perte de valeur au cours du trimestre, alors qu'une perte de valeur de 50,3 M\$ avait été comptabilisée à l'exercice précédent, ainsi que par la baisse de 23,5 M\$ des amortissements. La diminution de la perte pour le semestre clos le 30 juin 2012 est essentiellement attribuable à la dépréciation du goodwill dont il a été question ci-dessus.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

	2012				2011		2010	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	286 484 \$	289 073 \$	313 315 \$	323 441 \$	342 738 \$	349 372 \$	345 378 \$	355 949 \$
Coûts opérationnels	141 240	143 056	166 117	157 443	166 262	159 337	184 043	162 726
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	145 244	146 017	147 198	165 998	176 476	190 035	161 335	193 223
Marge sur BAIIA	50,7 %	50,5 %	47 %	51,3 %	51,5 %	54,4 %	46,7 %	54,3 %
Amortissements	24 220	30 081	23 003	37 800	47 735	52 368	76 269	48 349
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	2 967 847	–	2 900 000	–	–	–	–
Frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital	5 487	–	210	497	6 233	803	5 066	1 960
Frais de restructuration et charges spéciales	–	–	14 254	–	11 888	–	6 229	16 185
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	115 537	(2 851 911)	109 731	(2 772 299)	110 620	136 864	73 771	126 729
Bénéfice net (perte nette)	67 694	(2 869 252)	45 292	(2 825 452)	(14 250)	(34 589)	(14 694)	64 999
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires lié(e) aux activités poursuivies	0,12 \$	(5,61) \$	0,08 \$	(5,52) \$	(0,05) \$	0,13 \$	(0,03) \$	0,12 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires lié(e) aux activités poursuivies	0,09 \$	(5,61) \$	0,03 \$	(5,52) \$	(0,05) \$	0,11 \$	(0,03) \$	0,10 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre, en raison de la baisse continue de nos ventes de produits imprimés. Au premier trimestre de 2011, les produits ont augmenté en raison du caractère saisonnier associé à la publication des annuaires de Canpages.

Notre marge sur BAIIA a diminué progressivement de trimestre en trimestre, en 2010 et en 2011, traduisant la baisse des produits provenant des médias imprimés et la diminution des marges liées à Canpages et Mediative, acquises en 2010. Au quatrième trimestre de 2010, notre marge sur BAIIA a fléchi en raison des coûts liés à la conversion et à la création d'une nouvelle image de la marque découlant de notre conversion en une société par actions. Au quatrième trimestre de 2011, nous avons engagé une charge non récurrente d'environ 6 M\$ en raison d'un avis de cotisation pour la taxe de vente.

Les réorganisations internes et les initiatives de contrôle des coûts ont donné lieu à des frais de restructuration et à des charges spéciales qui ont eu une incidence sur certains de nos résultats trimestriels en 2010 et en 2011. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages a eu une incidence sur le bénéfice net au deuxième semestre de 2010 et en 2011. Le bénéfice net de l'ensemble de l'exercice 2010 a subi l'incidence des coûts liés à la conversion et à la création d'une nouvelle image de la marque découlant de notre conversion de fiducie de revenu en société par actions ainsi que des frais connexes à l'acquisition, plus particulièrement au quatrième trimestre de 2010. Nous avons également engagé des frais de 5,5 M\$ au cours du trimestre considéré dans le cadre de la restructuration du capital proposée. Nous avons inscrit une perte découlant de la cession de la Société Trader et une dépréciation de notre participation dans Ziplocal au premier et au deuxième trimestres de 2011, respectivement. Enfin, pendant le troisième trimestre de 2011 et le premier trimestre de 2012, nous avons comptabilisé des charges de 2,9 G\$ et de 2,968 G\$, respectivement, relativement à la dépréciation du goodwill.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris sa dette et son portefeuille d'actions privilégiées.

Le 23 juillet 2012, la Société a annoncé l'opération de restructuration du capital proposée que la Société a l'intention de mettre en œuvre conformément à un plan d'arrangement approuvé par le tribunal en vertu de l'article 192 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA »). Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

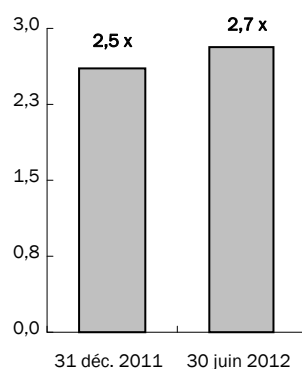
Situation financière

Structure du capital

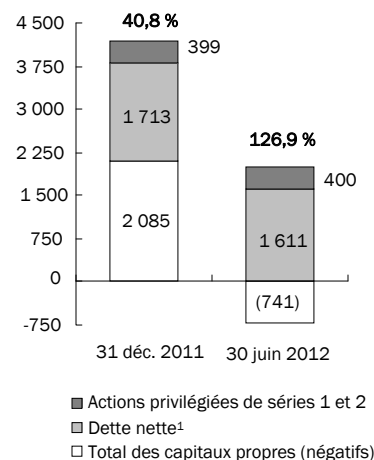
(en milliers de dollars canadiens)

	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
Trésorerie	375 535 \$	84 186 \$
Billets à moyen terme	1 404 105	1 404 083
Facilités de crédit	394 000	205 000
Obligations en vertu de contrats de location-financement	3 013	4 148
Dette nette (déduction faite de la trésorerie)	1 425 583 \$	1 529 045 \$
Instruments convertibles	185 323	184 214
Actions privilégiées de séries 1 et 2	399 789	398 886
Capitaux propres (négatifs) attribuables aux actionnaires	(741 689)	2 084 225
Participations ne donnant pas le contrôle	829	802
Capitalisation totale	1 269 835 \$	4 197 172 \$
Ratio de la dette nette ¹ sur la capitalisation totale	126,9 %	40,8 %

Ratio de la dette nette¹ sur le BAIIA des douze derniers mois²



Structure du capital (en millions de dollars)



Au 30 juin 2012, la dette nette de Yellow Média inc. se chiffrait à environ 1,4 G\$, ou à 2 G\$ compte tenu des actions privilégiées de séries 1 et 2 et des instruments convertibles. Le ratio de la dette nette¹ sur le BAIIA des douze derniers mois² s'établissait à 2,7 fois au 30 juin 2012, comparativement à 2,5 fois au 31 décembre 2011 en raison de la baisse du BAIIA. Le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale s'élevait à 126,9 % au 30 juin 2012, comparativement à 40,8 % au 31 décembre 2011. La variation s'explique par la dépréciation du goodwill de 2,968 G\$ comptabilisée au cours du premier trimestre de 2012.

¹ La dette nette comprend les débiteures convertibles.

² Bénéfice opérationnel des douze derniers mois avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales, compte tenu des désinvestissements (le BAIIA des douze derniers mois). Le BAIIA des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 2 pour obtenir une définition du BAIIA.

Billets à moyen terme

En vertu de son programme de billets à moyen terme, des billets de Yellow Média inc. d'un montant total de 1,4 G\$, qui viennent à échéance à diverses dates allant de 2013 à 2036, étaient en circulation au 30 juin 2012.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Facilités de crédit

Au 9 août 2012, Yellow Média inc. disposait d'une facilité de crédit de premier rang non garantie composée des éléments suivants :

- une tranche renouvelable de 250 M\$ venant à échéance en février 2013;
- une tranche non renouvelable de 130 M\$ venant à échéance en février 2013.

Le 28 septembre 2011, Yellow Média inc. a annoncé la modification de sa facilité de crédit de premier rang non garantie. Parallèlement, la Société a remboursé un montant total de 500 M\$ sur sa dette bancaire. La facilité de crédit modifiée n'est pas garantie et porte intérêt aux taux des acceptations bancaires majorés d'un écart de 3,5 %, ou au taux préférentiel majoré d'un écart de 2,5 %.

Yellow Média inc. est tenue d'effectuer des remboursements trimestriels de 25 M\$ sur le solde impayé de la tranche non renouvelable de la facilité de crédit, de janvier 2012 jusqu'en janvier 2013. La Société a effectué le premier remboursement obligatoire de 25 M\$ en janvier 2012, et elle a effectué un second remboursement trimestriel obligatoire en avril 2012 et un troisième en juillet 2012.

La facilité ne peut être renouvelée une fois remboursée. La date d'échéance pour le remboursement du solde impayé des emprunts en vertu de la facilité de crédit demeure le 18 février 2013.

En vertu de la facilité modifiée, Yellow Média inc. doit maintenir un ratio de la dette totale consolidée sur le BAIIA consolidé des douze derniers mois¹ d'au plus 3,5 pour 1 et un ratio du BAIIA consolidé des douze derniers mois¹ sur les charges d'intérêts consolidées d'au moins 3,5 pour 1.

La Société a également accepté certaines restrictions sur le rachat d'actions et sur le rachat ou le remboursement de la dette avant les dates d'échéance prévues, sous réserve de certaines exceptions, notamment le refinancement de ces instruments sous réserve de certaines conditions précisées. La facilité modifiée permet à la Société de racheter ses billets à moyen terme de séries 8 et 9 pour un montant maximal de 125 M\$ avant leur date d'échéance en 2013, sous réserve de certaines conditions. La facilité de crédit prévoit également des restrictions concernant la création ou la reprise de dettes et de privilèges, le transfert d'actifs, les acquisitions et les investissements. La facilité modifiée restreint la déclaration et le versement des dividendes sur actions ordinaires à venir. Se reporter à la section 4, « Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies ».

Aux termes des modifications à la facilité de crédit de Yellow Média inc. en date du 28 septembre 2011, la Société accepte de ne pas exercer son droit de racheter ses actions privilégiées de série 1 en contrepartie d'espèces. Elle conserve toutefois le droit d'exercer ses droits d'échange relativement aux actions privilégiées de série 1. Se reporter à la rubrique « Actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif » dans la présente section.

Au 30 juin 2012, le solde impayé sur la tranche non renouvelable de la facilité de crédit s'élevait à 155 M\$, et le solde impayé sur la tranche renouvelable s'élevait à 239 M\$. La facilité renouvelable peut être affectée aux besoins généraux de l'entreprise.

Au 9 août 2012, le solde impayé sur la tranche non renouvelable de la facilité de crédit s'élevait à 130 M\$, et le solde impayé sur la tranche renouvelable s'élevait à 239 M\$. La Société détenait un montant d'environ 325 M\$ en trésorerie au 8 août 2012.

Au 30 juin 2012, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives de ses contrats d'emprunt.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

¹ Bénéfice opérationnel des douze derniers mois avant amortissements, dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital et frais de restructuration et charges spéciales, compte tenu des désinvestissements (le BAIIA des douze derniers mois). Le BAIIA des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 2 pour obtenir une définition du BAIIA.

Débetures convertibles

Au 30 juin 2012, Yellow Média inc. avait des débetures convertibles en circulation totalisant 200 M\$. Les débetures convertibles viennent à échéance le 1^{er} octobre 2017 et portent intérêt à 6,25 %, et les intérêts sont payables semestriellement.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif

a) Série 1

Rachat par l'émetteur

À compter du 31 mars 2012, Yellow Média inc. pourra, à son gré, racheter au pair, plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé (le prix de rachat), les actions de série 1 en totalité ou en partie en échange d'espèces. De même, à compter du 31 mars 2012, mais avant le 31 décembre 2012, Yellow Média inc. pourra, à son gré, échanger les actions de série 1 en circulation, en totalité ou en partie, contre des actions ordinaires de la Société. Ces actions privilégiées peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Société en divisant le prix de rachat par la valeur la plus élevée entre 2,00 \$ et 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires alors en vigueur.

Rachat par le détenteur

À compter du 31 décembre 2012, chaque action privilégiée sera rachetable, au gré du détenteur, à un prix équivalant à 25,00 \$ par action plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé.

b) Série 2

Rachat par l'émetteur

À compter du 30 juin 2012, Yellow Média inc. pourra, à son gré, racheter les actions de série 2 en totalité ou en partie en échange d'espèces, à prime décroissante jusqu'au 30 juin 2016 et au pair par la suite, plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé (le prix de rachat). De même, à compter du 30 juin 2012, mais avant le 30 juin 2017, Yellow Média inc. pourra, à son gré, échanger les actions de série 2 en circulation, en totalité ou en partie, contre des actions ordinaires de la Société. Ces actions privilégiées sont échangeables contre des actions ordinaires de la Société en divisant le prix de rachat applicable par la valeur la plus élevée entre 2,00 \$ et 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires alors en vigueur. En outre, dans certains cas, les actions de série 2 sont rachetables à prime décroissante en espèces ou échangeables au gré de Yellow Média inc. en totalité contre des actions ordinaires de la Société à compter du 30 juin 2007.

L'option de rachat à prime décroissante en espèces correspond à un dérivé intégré et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les charges financières.

Rachat par le détenteur

À compter du 30 juin 2017, chaque action privilégiée sera rachetable, au gré du détenteur, à un prix équivalant à 25,00 \$ par action plus tout arriéré de dividende cumulé et non versé.

Au 30 juin 2012, 10 045 872 actions privilégiées de série 1 et 6 062 128 actions privilégiées de série 2 étaient en circulation.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Actions privilégiées à taux révisé

Au 30 juin 2012, Yellow Média inc. avait deux séries d'actions privilégiées de premier rang à dividende cumulatif à taux révisé en circulation. À l'heure actuelle, 8 120 900 actions privilégiées de série 3 et 4 919 920 actions privilégiées de série 5 sont en circulation.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Actions privilégiées échangeables à dividende cumulatif

Au 9 août 2012, un total de 916 667 actions privilégiées de série 7 avaient été converties contre des actions ordinaires de Yellow Média inc. selon un ratio de une action privilégiée pour une action ordinaire de Yellow Média inc. À l'heure actuelle, 383 333 actions privilégiées de série 7 sont en circulation.

Le 9 février 2012, Yellow Média a annoncé qu'elle avait décidé de suspendre les dividendes sur les actions privilégiées de série 1, de série 2, de série 3, de série 5 et de série 7. Le dernier dividende a été déclaré le 3 novembre 2011, et les dividendes ont été versés le 28 décembre 2011. Les dividendes accumulés et impayés sur les actions privilégiées de série 1 et de série 2 s'élèvent à 5,4 M\$ et à 3,9 M\$, respectivement, depuis le dernier paiement de dividendes. Les dividendes non déclarés et impayés sur les actions privilégiées de série 3, de série 5 et de série 7 s'élèvent à 6,9 M\$, à 4,2 M\$ et à 72 000 \$, respectivement, depuis le dernier paiement de dividendes.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Cotes de solvabilité

DBRS Limited	Standard and Poor's Rating Services
C (élevée)/cote de l'émetteur – sous examen avec implications négatives	CC/cote de la Société – perspectives négatives
C (élevée)/cote des titres non garantis de premier rang – sous examen avec implications négatives	CC/cote des facilités de crédit existantes et des billets à moyen terme
C (faible)/cote des débetures subordonnées convertibles – sous examen avec implications négatives	C/cote des débetures subordonnées convertibles
Pfd-5 (faible) /cote des actions privilégiées – sous examen avec implications négatives	D/cote des actions privilégiées

Situation de trésorerie

GPJ reste déterminé à conserver une situation de trésorerie adéquate en tout temps.

Au 30 juin 2012, la Société disposait d'une facilité de crédit composée de deux tranches d'un montant total de 405 M\$ (de ce montant, il y avait un solde impayé de 155 M\$ sur la tranche non renouvelable de la facilité de crédit principale; se reporter à la rubrique « Facilités de crédit » dans la présente section). Les tranches renouvelables et non renouvelables viennent toutes deux à échéance le 18 février 2013, et GPJ est tenu d'effectuer des remboursements trimestriels de 25 M\$ sur le solde impayé de la tranche non renouvelable jusqu'en février 2013. Les remboursements trimestriels ont été effectués en janvier, en avril et en juillet 2012. Se reporter à la rubrique « Facilités de crédit » dans la présente section. Par ailleurs, la trésorerie de la Société se chiffrait à 375,5 M\$ au 30 juin 2012, et à environ 325 M\$ au 8 août 2012, ce qui fournit à la Société suffisamment de liquidités pour financer ses activités.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit tirer suffisamment de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles.

Données sur les actions

Au 9 août 2012, les données sur les actions en circulation se présentaient comme suit :

Données sur les actions en circulation			
	Au 9 août 2012	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
Actions ordinaires en circulation	520 402 094	520 402 094	520 402 094
Actions privilégiées de séries 3, 5 et 7 en circulation	13 424 153	13 424 153	13 424 153
Options en cours et pouvant être exercées	329 227	329 227	380 882

Le 11 novembre 2010, le conseil d'administration de Yellow Média inc. a adopté un nouveau régime d'options sur actions (le régime de 2010). Le régime de 2010 a été approuvé par les actionnaires le 5 mai 2011 et permet au conseil d'administration d'émettre un nombre maximal de 25 millions d'options à des employés admissibles.

Au 30 juin 2012, 10 900 000 options étaient en cours selon les modalités suivantes :

- Le prix d'exercice de 6,35 \$ est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la TSX pour les cinq jours de négociation précédant la date à laquelle les options ont été attribuées.
- Les droits des options s'acquièrent à la fin de la troisième année suivant la date d'attribution.
- Les options viennent à échéance cinq ans après la date d'attribution.

Au 9 août 2012, Yellow Média inc. avait également des débentures convertibles en circulation totalisant 200 M\$, lesquelles sont convertibles à tout moment, au gré du détenteur, en actions ordinaires de la Société au prix d'échange de 8,00 \$ par action ordinaire.

Au 9 août 2012, 10 045 872 actions privilégiées de série 1 et 6 062 128 actions privilégiées de série 2 étaient en circulation. Les deux séries d'actions privilégiées sont rachetables par l'émetteur sous réserve de certaines conditions au moyen de l'émission d'actions ordinaires de la Société.

Au 9 août 2012, 383 333 actions privilégiées de série 7 étaient en circulation. Les actions privilégiées de cette série sont convertibles en actions ordinaires de la Société, selon un ratio de une action privilégiée pour une action ordinaire, sous réserve de certaines conditions.

Se reporter à la description de la restructuration du capital proposée, à la section 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

Comme c'est le cas pour d'autres entreprises dans le marché de l'édition d'annuaires, la Société a des besoins relativement limités au chapitre des dépenses d'investissement ainsi que des coûts opérationnels relativement peu élevés.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies		
Flux de trésorerie opérationnels liés aux activités poursuivies	157 609 \$	232 370 \$
Variation des actifs et des passifs opérationnels	(30 425)	(32 746)
	127 184 \$	199 624 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(15 306)	(22 475)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 606)	(8 352)
Autres	183	(1 225)
	(16 729) \$	(32 052) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités poursuivies		
Émission de titres d'emprunt à long terme et de papier commercial	239 000 \$	591 000 \$
Remboursement sur la dette à long terme et le papier commercial	(50 703)	(392 611)
Rachat d'instruments échangeables et convertibles	–	(106 172)
Dividendes versés aux actionnaires	–	(145 361)
Rachat d'actions privilégiées de séries 1 et 2 et de billets à moyen terme	–	(39 997)
Rachat d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de séries 3 et 5	–	(48 616)
Autres	(7 403)	(13 185)
	180 894 \$	(154 942) \$

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles des activités poursuivies ont diminué, passant de 199,6 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2011 à 127,2 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2012. Une portion d'environ 75,2 M\$ de cette baisse s'explique par une diminution du BAIIA en raison de la diminution des revenus provenant de nos produits imprimés traditionnels. La variation des actifs et des passifs opérationnels pour le semestre clos le 30 juin 2012 s'est établie à 30,4 M\$, comparativement à 32,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables au moment du paiement de certaines charges exigibles et à la diminution des produits différés.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement des activités poursuivies ont diminué, passant de 32,1 M\$ au semestre clos le 30 juin 2011 à 16,7 M\$ en 2012. Au cours du premier semestre de 2012, nous avons investi 15,3 M\$ et 1,6 M\$, respectivement, dans les logiciels et le matériel. Au total, ces montants sont inférieurs aux montants correspondants de 22,5 M\$ et de 8,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Investissements de maintien	4 420 \$	11 907 \$	8 821 \$	16 943 \$
Investissements de transition	–	1 872	–	3 213
Investissements de croissance	3 980	7 676	8 468	15 581
Total	8 400 \$	21 455 \$	17 289 \$	35 737 \$
Ajustement pour tenir compte des dépenses présentées selon la comptabilité de caisse	145	(2 522)	(560)	(4 947)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	8 545 \$	18 933 \$	16 729 \$	30 790 \$

Les investissements de maintien se sont élevés à 4,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 11,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ils se sont élevés à 8,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 16,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Comme aucune entreprise n'a été acquise récemment, aucun investissement de transition n'a été effectué au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012. Par comparaison, un investissement de transition de 1,9 M\$ et de 3,2 M\$ avait été effectué pour le trimestre et le semestre de l'exercice précédent, respectivement.

Les investissements de croissance ont trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant de nouvelles initiatives, alors que nous poursuivons notre transformation en vue de devenir un chef de file en matière de médias de performance et de solutions marketing. Au cours du deuxième trimestre de 2012, ces dépenses se sont élevées à 4 M\$, comparativement à 7,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et à 8,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 15,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les dépenses d'investissement ont totalisé 8,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. Nous prévoyons augmenter le niveau des dépenses d'investissement au cours des prochains trimestres, car nous mettons l'accent sur nos initiatives critiques à l'égard de notre transformation.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités poursuivies

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement des activités poursuivies se sont établis à 180,9 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2012, tandis que des flux de trésorerie de 154,9 M\$ ont été affectés aux activités de financement pour la période correspondante de l'exercice précédent. Nous avons prélevé un montant de 239 M\$ sur la tranche renouvelable de la facilité de crédit et effectué les deux remboursements trimestriels de 25 M\$ sur la tranche non renouvelable de nos facilités de crédit au premier semestre de 2012. Au cours du premier semestre de 2011, nous avons comptabilisé un montant net de 198,4 M\$ au titre de l'émission de titres d'emprunt à long terme et de papier commercial. Aucun dividende n'a été versé au premier semestre de 2012, en raison de l'élimination des dividendes sur les actions ordinaires et de la suspension des dividendes sur les actions privilégiées des séries 3, 5 et 7. En 2011, également, nous avons racheté des actions privilégiées de séries 1 et 2 et des billets à moyen terme pour un montant de 40 M\$, nous avons racheté des actions ordinaires et des actions privilégiées de séries 3 et 5 pour un montant de 48,6 M\$ et nous avons remboursé des billets échangeables pour un montant de 106,2 M\$. Nous n'avons effectué aucun rachat ni aucun remboursement en 2012.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 25 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011).

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients, les placements, les fournisseurs et autres créanciers, les dividendes à verser, la dette à court terme et la dette à long terme, les instruments convertibles et échangeables et les actions privilégiées.

Instruments dérivés

En août 2009, la Société a conclu trois swaps de taux d'intérêt totalisant 130 M\$ pour couvrir les billets à moyen terme de série 9. La Société a reçu des intérêts au taux de 6,5 % sur ces swaps et a payé un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires sur trois mois majoré d'un écart de 4,3 %. Les swaps devraient venir à échéance le 10 juillet 2013, en même temps que la dette sous-jacente.

En février 2010, la Société a également conclu deux swaps de taux d'intérêt totalisant 125 M\$ pour couvrir les billets à moyen terme de série 8. La Société a reçu des intérêts au taux de 6,85 % sur ces swaps et a payé un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires sur trois mois majoré d'un écart de 4,3 %. Les swaps devraient venir à échéance le 3 décembre 2013, en même temps que la dette sous-jacente.

Le 27 juin 2011, Yellow Média inc. a résilié les cinq swaps de taux d'intérêt susmentionnés d'une valeur nominale de 255 M\$, pour un produit brut de 3,8 M\$. Ce dernier montant sera amorti sur la durée de la dette sous-jacente. En tenant compte des instruments d'emprunt non réglés, des actions privilégiées de série 1 et de série 2 et de la trésorerie, notre ratio à taux fixe-variable s'établissait à 99 % de la dette à taux fixe au 30 juin 2012.

Au 30 juin 2012, un montant de 6,7 M\$ au titre de l'ajustement lié à la juste valeur de l'élément couvert sera amorti sur la durée de la dette sous-jacente existante.

Les modalités et les conditions auxquelles sont assujetties les actions privilégiées de série 2 prévoient le remboursement au gré de la Société dans certaines circonstances. Ces options correspondent à la définition d'un dérivé incorporé et sont comptabilisées à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 juin 2012. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, nous avons comptabilisé une perte sur dérivés de néant et de 7 000 \$ (une perte de 1,9 M\$ et de 3,3 M\$, respectivement, pour 2011), excluant la perte sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de périodes antérieures, transférée au résultat au cours de la période, et les paiements liés aux swaps de taux d'intérêt qui ont mis fin à la comptabilité de couverture. En outre, au cours du premier semestre de 2011, nous avons comptabilisé un montant d'ajustement de 4,2 M\$ et une prime de remboursement stipulée en vertu d'un swap sur rendement total de 5,3 M\$.

4. Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et du bénéfice ajusté :

Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	67 694 \$	(20 698) \$	(2 801 558) \$	49 755 \$
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(40)	190	(27)	357
Dividendes versés aux détenteurs d'actions privilégiées de séries 3, 5 et 7	(5 584)	(5 662)	(11 168)	(11 372)
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Yellow Média inc.	62 070	(26 170)	(2 812 753)	38 740
Amortissement des immobilisations incorporelles ¹	20 840	50 477	45 547	106 695
Dépréciation du goodwill	–	–	2 967 847	–
Frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital ²	5 487	6 233	5 487	7 036
Frais de restructuration et charges spéciales	–	11 888	–	11 888
Charges financières	35 496	37 484	67 621	84 626
Intérêts versés	(26 969)	(29 521)	(59 905)	(71 328)
Profit sur placement (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,1 M\$)	–	–	(2 090)	–
Dépréciation de la participation dans une entreprise associée (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,2 M\$)	–	50 271	–	50 271
Impôt sur le résultat	(6 023)	648	(53 581)	7 035
Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies	90 901 \$	101 310 \$	158 173 \$	234 963 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	512 595 314	514 623 616	512 595 314	512 525 771
Bénéfice ajusté par action ordinaire lié aux activités poursuivies ³	0,18 \$	0,20 \$	0,31 \$	0,46 \$
Dividendes sur actions ordinaires	– \$	83 521 \$	– \$	166 985 \$
Dividendes déclarés par action ordinaire	– \$	0,16 \$	– \$	0,32 \$
Ratio de distribution	– %	80 %	– %	70 %

¹ Représente l'amortissement des immobilisations incorporelles attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires.

² Les frais connexes à l'acquisition et à la restructuration du capital sont exclus du calcul, puisqu'ils ne reflètent pas les activités courantes de l'entreprise.

³ Se reporter à la section 2, « Résultats », pour des détails sur le calcul du bénéfice de base par action.

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies	104 777 \$	87 923 \$	127 184 \$	199 624 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	8 545	18 933	16 729	30 790
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités poursuivies	96 232 \$	68 990 \$	110 455 \$	168 834 \$

Dividendes

Dividendes

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Dividendes accumulés, au début de la période	3 642 527 \$	3 518 646 \$	3 642 527 \$	3 435 182 \$
Dividendes sur actions ordinaires	–	83 521	–	166 985
Dividendes accumulés, à la fin de la période	3 642 527 \$	3 602 167 \$	3 642 527 \$	3 602 167 \$
Dividendes accumulés par action ordinaire, au début de la période	7,60 \$	7,36 \$	7,60 \$	7,20 \$
Dividendes déclarés par action ordinaire	–	0,16	–	0,32
Dividendes accumulés par action ordinaire, à la fin de la période	7,60 \$	7,52 \$	7,60 \$	7,52 \$

Dividendes sur actions ordinaires

Le 28 septembre 2011, le conseil d'administration de Yellow Média inc. a déterminé qu'il était dans l'intérêt de la Société d'éliminer les dividendes futurs sur les actions ordinaires de celle-ci. Cette décision a été prise en conformité avec les modifications que la Société a convenu d'apporter à sa convention de crédit principale, annoncées le 28 septembre 2011 (se reporter à la rubrique « Facilités de crédit » de la section 3).

5. Perspectives

Le 9 février 2012, la Société a annoncé qu'elle avait commencé à examiner les options de refinancement pour ses obligations arrivant à échéance à compter de 2012. Un large éventail d'options a été envisagé. Dans le cadre de cet examen, le conseil d'administration de Yellow Média a mis sur pied le comité de financement du conseil (le « comité de financement »), formé d'administrateurs indépendants, qui est chargé de surveiller le processus et a pour objectif de conclure toute transaction au cours de l'exercice considéré.

Restructuration du capital proposée

Le 23 juillet 2012, la Société a annoncé une opération de restructuration du capital (la « restructuration du capital proposée ») visant à réduire considérablement sa dette et à améliorer son profil en matière d'échéances, la nouvelle dette commençant à venir à échéance en 2018. La restructuration du capital proposée permettra à la Société de poursuivre la transformation de son entreprise en vue de devenir un fournisseur chef de file de médias de performance et de solutions marketing.

La restructuration du capital proposée devrait clôturer à la fin de septembre 2012.

La Société compte mettre en œuvre la restructuration du capital proposée aux termes d'un plan d'arrangement pris en vertu de la LCSA.

Les éléments clés de la restructuration du capital proposée sont les suivants :

- l'échange des facilités de crédit et des billets à moyen terme (les « créances non garanties de premier rang ») de la Société, soit une tranche de 1,8 G\$ de sa dette, contre une combinaison de ce qui suit :
 - 750 M\$ de billets garantis de premier rang à 9 % échéant en 2018 (les « billets garantis de premier rang »);
 - 100 M\$ de débentures échangeables non garanties subordonnées échéant en 2022 dont les intérêts sont payables en espèces à 8,0 % ou en débentures supplémentaires à 12 % (les « débentures échangeables de 2022 »);
 - 82,5 % des nouvelles actions ordinaires émises dans le cadre de la restructuration du capital proposée (les « nouvelles actions ordinaires »);
 - 250 M\$ en espèces;

La Société utilisera un montant équivalent à 70 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés (selon la définition qui en sera donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang) pour les deux derniers trimestres de la Société, semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, pour racheter les billets garantis de premier rang au pair auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 75 M\$.

- la réception, au total, par les détenteurs de débetures convertibles, d'actions privilégiées et d'actions ordinaires existantes de la Société, d'une combinaison de ce qui suit en échange de leurs titres :
 - 17,5 % des nouvelles actions ordinaires;
 - des bons de souscription d'actions de 10 ans (les « bons de souscription d'actions »), représentant au total 10 % des nouvelles actions ordinaires;

La Société a proposé cette solution de restructuration du capital en vue d'harmoniser la structure de son capital et sa stratégie en matière d'exploitation. La restructuration du capital proposée lui donnera la souplesse financière nécessaire pour poursuivre sa transformation et pour améliorer la valeur à long terme de l'investissement des parties intéressées. À la réalisation de la restructuration du capital proposée, la Société aura une dette d'environ 850 M\$ composée de 750 M\$ de billets garantis de premier rang échéant en 2018 et de 100 M\$ de débetures échangeables de 2022. Les charges d'intérêts annuelles seront également réduites d'environ 45 M\$.

La Société paiera tout intérêt couru et impayé à la date d'entrée en vigueur aux termes des facilités de crédit et des billets à moyen terme existants. Tout intérêt couru et impayé sur les débetures convertibles existantes et les dividendes non versés sur les actions privilégiées de séries 1 et 2 seront éteints, sans qu'un autre paiement ne soit effectué, à la date d'entrée en vigueur.

Dans son ordonnance provisoire, le tribunal a ordonné que, jusqu'à la première éventualité entre 1) le moment où sera rendue une décision finale sur l'ordonnance définitive qui sera demandée relativement à la restructuration du capital proposée et 2) le 15 octobre 2012, aucun créancier n'aura le droit de résilier, d'accélérer, de modifier ou de déclarer en défaut tout contrat ou toute autre entente, notamment les conventions de crédit de la Société et les actes de fiducie régissant ses billets à moyen terme et ses débetures convertibles, auxquels la Société ou certaines de ses filiales sont parties, pour la seule raison que la Société ou ses filiales sont parties à des procédures judiciaires relativement à la restructuration du capital proposée ou qu'elles ont fait une demande au tribunal en vertu de l'article 192 de la LCSA.

La restructuration du capital proposée est assujettie à un certain nombre de conditions, notamment l'approbation des créanciers et des actionnaires, la réception des approbations définitives du tribunal ainsi que des autorités de réglementation et des bourses compétentes. Pour une description détaillée de la restructuration du capital proposée, se reporter à la circulaire de sollicitation de procurations de la direction (la « circulaire ») de la Société datée du 30 juillet 2012, qui est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.ypg.com.

Mise à jour sur la transformation

Yellow Média inc. progresse dans le remaniement de ses activités afin de devenir le chef de file des médias de performance et de solutions marketing au Canada. Notre mandat consiste à réunir les consommateurs et les entreprises par l'intermédiaire de notre réseau de services de recherche mobile, de sites Web et de médias imprimés. Nous demeurons concentrés sur la mise en place des plateformes nécessaires, l'amélioration de nos services en ligne existants, la multiplication de nos produits mobiles et l'établissement des partenariats clés afin d'atteindre nos objectifs d'affaires.

À mesure que nous progressons dans notre transformation numérique, et selon les tendances actuelles des produits, nous prévoyons que nos produits liés à nos activités numériques représenteront plus de 50 % du total des produits d'ici la fin de 2014. Nous prévoyons également que la marge sur BAIIA se stabilisera pour s'établir à environ 40 % à ce moment, tout en continuant de générer des flux de trésorerie suffisants pour réinvestir dans notre entreprise et pour payer notre dette.

6. Hypothèses critiques

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles et le goodwill, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, « Hypothèses critiques », de notre rapport de gestion annuel au 31 décembre 2011.

Nouvelles normes comptables

IFRS 7 (révisée) – Instruments financiers : Informations à fournir (modifications) – Transfert d’actifs financiers

D’autres modifications apportées à IFRS 7 permettront aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre les opérations de transfert d’actifs financiers (les titrisations, par exemple), ainsi que les incidences possibles de tout risque auquel l’entité ayant effectué le transfert des actifs demeure exposée. Les modifications prévoient également la présentation d’informations supplémentaires lorsque des opérations de transfert ont lieu en quantité disproportionnée vers la fin de la période de présentation de l’information financière. Les modifications d’IFRS 7 sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.

IAS 12 (révisée) – Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents, et SIC-21 (modifications), Impôt sur le résultat – Recouvrement des actifs non amortissables réévalués

Cette modification énonce la présomption réfutable que la valeur d’un immeuble de placement évalué au moyen d’un modèle de la juste valeur est entièrement recouvrée par voie de vente, à moins que l’immeuble de placement ne soit amortissable et ne soit détenu selon un modèle de gestion dont l’objectif est de consommer substantiellement tous les avantages économiques au fil du temps. Compte tenu de ces modifications, la norme SIC-21 ne s’appliquera plus aux immeubles de placement comptabilisés à la juste valeur. Les modifications apportées à IAS 12 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012. La norme a été adoptée, et son application n’a eu aucune incidence sur les montants présentés dans les présents états financiers.

IFRS 7 (révisée) – Instruments financiers : informations à fournir et IAS 32 – Instruments financiers : Présentation (en ce qui a trait à la compensation)

Le 16 décembre 2011, l’International Accounting Standards Board (« IASB ») et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié des exigences communes en matière d’informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d’autres utilisateurs à mieux évaluer l’incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur la situation financière d’une société. Les nouvelles exigences sont énoncées dans la section intitulée « Informations à fournir - Compensation des actifs et des passifs financiers (modifications apportées à IFRS 7) ». Les modifications apportées à IFRS 7 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Dans le cadre de ce projet, l’IASB a également précisé certains aspects d’IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Les modifications à IAS 32 portent sur les incohérences dans la pratique actuelle au moment d’appliquer les exigences. Les modifications prendront effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doivent être appliquées de manière rétrospective.

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9 constitue le premier volet d’un projet en trois phases de l’IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*. La version d’IFRS 9 publiée en novembre 2009 énonce de nouvelles exigences concernant le classement et l’évaluation des actifs financiers. Dans sa version modifiée en octobre 2010, elle comprend les exigences en matière de classement et d’évaluation des passifs financiers et de décomptabilisation.

Voici les principales exigences d’IFRS 9 :

- Selon IFRS 9, tous les actifs financiers déjà comptabilisés entrant dans le champ d’application d’IAS 39, *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*, doivent par la suite être évalués au coût amorti ou à la juste valeur.
- L’incidence la plus notable d’IFRS 9 concernant le classement et l’évaluation des passifs financiers porte sur la comptabilisation des variations de la juste valeur d’un passif financier (désigné comme un passif à la juste valeur par le biais du résultat net) qui sont attribuables aux variations du risque de crédit associé à ce passif et l’élimination de l’exemption relative au coût des passifs dérivés qui doivent être réglés par la livraison d’instruments de capitaux propres non cotés.

IFRS 9 est appliquée de manière prospective et comporte des dispositions transitoires, selon la date d’application. La norme n’est pas applicable avant les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, mais son application anticipée est permise. Yellow Média inc. n’a pas terminé d’évaluer l’incidence de l’adoption d’IFRS 9.

IFRS 10 – États financiers consolidés

IFRS 10 remplace les exigences de consolidation d’IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de SIC-12, *Consolidation - Entités ad hoc*. IFRS 10 énonce les principes de présentation et de préparation d’états financiers consolidés lorsqu’une entité contrôle une ou plusieurs autres entités. Cette norme prendra effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L’adoption anticipée est permise, à condition qu’IFRS 11, IFRS 12 et les modifications connexes à IAS 27 et à IAS 28 (la « série de cinq normes ») soient adoptées au même moment. Yellow Média inc. n’a pas encore évalué l’incidence de l’adoption d’IFRS 10.

IFRS 11 – Partenariats

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, ainsi que SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 exige des parties à un partenariat qu'elles déterminent le type de partenariat qu'elles ont conclu en évaluant les droits et les obligations qui s'y rattachent. Elle exige également l'utilisation d'une seule méthode de comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, soit la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 sera applicable au même moment qu'IFRS 10. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 11.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

IFRS 12 est une nouvelle norme portant sur les obligations en matière d'informations à fournir visant tous les types de participations dans les autres entités, y compris les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. IFRS 12 sera applicable au même moment qu'IFRS 10. En juin 2012, l'IASB a publié des modifications apportées à IFRS 10, *États financiers consolidés*, à IFRS 11, *Partenariats* et à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, lesquelles entreront également en vigueur pour la Société au moment de l'adoption de ces normes pour l'exercice qui s'ouvrira le 1^{er} janvier 2013. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 12.

IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur

IFRS 13 est une nouvelle norme définissant la juste valeur qui exige la présentation d'informations sur les évaluations à la juste valeur. Elle prendra effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise. La norme s'appliquera prospectivement à compter du début de l'exercice au cours duquel elle sera adoptée. Yellow Média inc. n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption d'IFRS 13.

IAS 1 (révisée) – Présentation des états financiers

Le 16 juin 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, exigeant que les entités regroupent les autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans la section du résultat net du compte de résultat et regroupent séparément ceux qui ne le seront pas. Ces modifications confirment également les exigences actuelles qui requièrent la présentation du résultat net et des autres éléments du résultat global dans un état unique ou dans deux états consécutifs. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. En mai 2012, l'IASB a publié d'autres modifications apportées à IAS 1, *Présentation des états financiers*, lesquelles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée de ces modifications est permise. Yellow Média inc. n'a pas complètement évalué l'incidence de l'adoption d'IAS 1 (révisée).

IAS 19 (révisée) – Avantages du personnel

Une version révisée d'IAS 19 a été publiée en juin 2011 et entrera en vigueur pour les exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'application anticipée est permise. Le principal changement que présente cette version révisée est l'élimination de la méthode du corridor et la comptabilisation de toutes les variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime au moment où elles surviennent. Yellow Média inc. n'a pas complètement évalué l'incidence de l'adoption d'IAS 19 (révisée).

IAS 16 – Immobilisations corporelles, IAS 32 – Instruments financiers et IAS 34 – Information financière intermédiaire

En mai 2012, l'IASB a également publié des modifications apportées à IAS 16, *Immobilisations corporelles*, à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* et à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, lesquelles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Ces modifications, qui apportent des précisions sur diverses exigences, peuvent être adoptées par anticipation. Yellow Média inc. n'a pas complètement évalué l'incidence de l'adoption de ces normes.

7. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence importante sur les résultats futurs de GPJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de GPJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs cernent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités opérationnelles. Afin de comprendre et de gérer les risques de GPJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction ont analysé les risques dans trois grandes catégories :

1. les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. les risques opérationnels – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

GPJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels il est exposé. Se reporter à la notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque, notamment la « diminution des produits tirés des médias imprimés », « la disponibilité du capital est tributaire du rendement opérationnel futur des activités de la Société et de sa capacité à refinancer sa dette » et « l'importance de la dette de la Société pourrait nuire à sa santé financière et les efforts de la Société en vue de refinancer ou de réduire sa dette pourraient être infructueux ». Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Pour une description des facteurs de risque liés à la restructuration du capital proposée, se reporter à la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société datée du 30 juillet 2012, laquelle est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.ypg.com.

Certains des risques liés à la restructuration du capital proposée sont présentés ci-après :

La restructuration du capital proposée pourrait ne pas avoir lieu.

La Société réalisera la restructuration du capital proposée uniquement si toutes les conditions préalables à celle-ci, dont certaines sont indépendantes de la volonté de la Société, sont remplies ou font l'objet d'une renonciation. Se reporter à la rubrique « Certaines questions d'ordre juridique et réglementaire – Conditions de prise d'effet de la restructuration du capital » de la circulaire. Il se pourrait que la restructuration du capital proposée ne puisse être réalisée ou qu'elle ne puisse l'être conformément au calendrier décrit dans la circulaire. Par conséquent, les prêteurs, les détenteurs de billets, les détenteurs de débentures et les actionnaires qui participent à la restructuration du capital proposée pourraient devoir attendre plus longtemps que prévu pour recevoir leurs billets garantis de premier rang, leurs débentures échangeables de 2022, leurs nouvelles actions ordinaires, leurs bons de souscription ou leur paiement en espèces, selon le cas. De plus, si la restructuration du capital proposée n'est pas réalisée conformément au calendrier décrit dans la circulaire, la Société pourrait devoir engager des frais supplémentaires. Par ailleurs, bien que la Société ait l'intention de chercher à réaliser la restructuration du capital proposée conformément à la LCSA, rien ne garantit qu'elle y parviendra. Si l'on détermine qu'il est improbable que la Société puisse mettre en œuvre la restructuration du capital proposée aux termes de la LCSA, la Société pourrait recourir à une autre procédure permise par la loi pour y parvenir. Bien que les créanciers consentants aient convenu de voter en faveur de la restructuration du capital proposée, rien ne garantit que les autres créanciers, détenteurs de titres ou des tiers ne tenteront pas de contester ou de retarder la restructuration du capital proposée ou la capacité de la mettre en œuvre aux termes de la LCSA, ou de s'y opposer, ni que ces parties n'auraient pas gain de cause dans leurs démarches de contestation, d'opposition ou de report.

Il se pourrait que la restructuration du capital proposée n'améliore pas la situation financière de la Société.

La restructuration du capital proposée vise à améliorer la latitude financière de la Société. Toutefois, une telle amélioration est conditionnelle à de nombreuses hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, notamment les suivantes :

- la Société réussira à poursuivre la mise en œuvre de son plan d'affaires;
- ses produits et services seront en forte demande dans les secteurs dans lesquels elle les vend, soit les secteurs des annuaires, des médias numériques et de la publicité;
- la baisse des produits tirés des médias imprimés ne s'accroîtra pas au-delà de ce qui est actuellement prévu;
- la croissance des produits en ligne ne sera pas plus lente que ce qui est actuellement prévu;
- la conjoncture économique générale ne se détériorera pas au-delà des niveaux prévus;

- le chiffre d'affaires consolidé de la Société et ses relations avec ses fournisseurs, ses annonceurs, ses utilisateurs, ses clients, ses acheteurs ou ses sous-traitants ne subiront pas d'influence défavorable pendant ou après la restructuration du capital proposée;
- la capacité continue de la Société à gérer ses coûts.

Si l'une de ces hypothèses ne se matérialisait pas, la restructuration du capital proposée pourrait ne pas avoir pour effet de donner à la Société la latitude financière attendue ou nécessaire pour mettre en œuvre son plan d'affaires.

La restructuration du capital proposée aura un effet dilutif sur les détenteurs des actions ordinaires existantes.

La restructuration du capital proposée prévoit l'échange d'une tranche des facilités de crédit et des billets à moyen terme contre, entre autres, de nouvelles actions ordinaires et de nouvelles débetures échangeables de 2022, d'une part, et l'échange des débetures convertibles, des actions privilégiées existantes et des actions ordinaires existantes contre de nouvelles actions ordinaires et des bons de souscription, d'autre part, ce qui aura un effet dilutif sur les titres actuellement détenus par les détenteurs des actions ordinaires existantes. De plus, le conseil d'administration de Yellow Média Itée (la « nouvelle Yellow Média ») pourra émettre un nombre illimité de nouvelles actions ordinaires pour la contrepartie et selon les conditions qu'il établira, sans l'approbation des détenteurs de nouvelles actions ordinaires, sauf exigence contraire de la loi. Les actionnaires et les détenteurs de nouvelles actions ordinaires n'auront en général aucun droit préférentiel de souscription à l'égard des nouvelles émissions. Ils pourraient donc en général subir une dilution importante des nouvelles actions ordinaires dont ils seront propriétaires après la restructuration du capital proposée.

Les prêteurs, les détenteurs de billets et les détenteurs de débetures perdront leurs droits et recours contractuels prévus par les conventions et les actes régissant les facilités de crédit existantes, les billets existants et les débetures existantes.

En échangeant une partie de la facilité de crédit, des créances des détenteurs de billets ou des créances des détenteurs de débetures, selon le cas, contre des nouvelles actions ordinaires dans le cadre de la restructuration du capital proposée, les prêteurs, les détenteurs de billets et les détenteurs de débetures devront transformer en titres de participation une partie de leur placement dans des titres d'emprunt. Les titres de participation présentent certains risques qui ne s'appliquent pas aux titres d'emprunt. Les conventions et les actes régissant les facilités de crédit existantes, les billets existants et les débetures existantes offrent divers droits et recours contractuels aux prêteurs, aux détenteurs de billets et aux détenteurs de débetures, notamment le droit de recevoir des intérêts et le remboursement de la facilité de crédit, des créances des détenteurs de billets et des créances des détenteurs de débetures à l'échéance. Ces droits ne seront plus offerts aux prêteurs, aux détenteurs de billets et aux détenteurs de débetures à l'égard de leurs nouvelles actions ordinaires. Les réclamations présentées par des détenteurs de nouvelles actions ordinaires seront subordonnées à celles présentées par les créanciers en cas d'insolvabilité, de liquidation ou d'une autre distribution des actifs de la nouvelle Yellow Média.

La possibilité que la restructuration du capital proposée ne soit pas mise en œuvre pourrait créer des risques de liquidité.

Si la restructuration du capital proposée n'est pas mise en œuvre et que les activités de la Société se poursuivent au rythme actuel, la Société risque de ne pas être en mesure de générer suffisamment de liquidités pour rembourser ou refinancer sa dette actuelle à son échéance ou encore pour en assurer le service sans réunir des capitaux supplémentaires. Dans la conjoncture actuelle des marchés et selon la situation financière de la Société, cette dernière ne peut garantir qu'elle sera en mesure de réunir des capitaux supplémentaires ou de le faire à des modalités favorables. De plus, si la Société manque à une condition de certains de ses emprunts, les créanciers pourraient devancer l'échéance de ses obligations, ce qui pourrait entraîner des défauts croisés ou l'exigibilité anticipée croisée aux termes de ses autres obligations. L'incapacité de la Société d'obtenir des capitaux supplémentaires en temps opportun pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La Société pourrait devoir recourir à d'autres solutions qui risquent de nuire à la Société et à ses parties intéressées, y compris la vente d'actifs principaux ou l'introduction d'une procédure non consensuelle prévue par la législation sur les arrangements avec les créanciers.

Si la restructuration du capital proposée n'est pas mise en œuvre, il s'ensuivra ce qui suit :

- la dette nette de la Société ne sera pas réduite et la réduction nette des frais du service de la dette connexe ne sera pas réalisée;
- l'obligation de la Société de rembourser la somme de 1 775 M\$ exigible à titre de capital relativement aux créances non garanties visées ne sera pas éliminée;

- aucune liquidité ne sera disponible aux termes des facilités de crédit existantes, étant donné que le montant quasi total de ces dernières a été prélevé à l'heure actuelle et qu'elles viennent à échéance en février 2013; de plus, les billets existants de séries 2, 8 et 9 viendront à échéance en 2013 et 2014 et il se pourrait qu'aucun financement de remplacement ne soit offert;
- les flux de trésorerie provenant de l'exploitation et les liquidités disponibles de la Société pourraient être insuffisants pour permettre à la Société de financer son exploitation et que la Société soit incapable à l'avenir de satisfaire à ses obligations lorsqu'elles deviennent exigibles.

Si la restructuration du capital proposée n'est pas mise en œuvre, la Société pourrait devoir recourir à d'autres solutions qui risquent de nuire à la Société et à ses parties intéressées, y compris l'introduction d'une procédure non consensuelle prévue par la législation sur les arrangements avec les créanciers.

8. Contrôles et procédures

La direction, y compris le président et chef de la direction et le chef de la direction financière, a déterminé qu'aucun changement ayant une incidence importante ou susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société n'a été apporté aux contrôles internes au cours du trimestre clos le 30 juin 2012.